

Inventaire pour la validation des Projets et Plans d'Actions

Version 2023

Collectivités – Solutions non standard (PA11)	
Version du document	1
Date	02.05.2023

La validation a été réalisée dans la période du 06 janvier au 02 mai 2023 et est basée sur les exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets (version 5, août 2022) et du Manuel de Validation et de Vérification du Standard genevois d'évaluation (version 2023).

Les divers documents analysés incluaient les méthodologies et la description du plan d'action. L'analyse s'est réalisée avec l'inventaire et les questions définies dans le Manuel de Validation et de Vérification (version 2023). Les questions relevées lors de la validation ont été envoyées au responsable de projet par écrit. Les réponses écrites et les discussions menées lors de la validation ont permis de clarifier toutes les questions.

L'analyse résulte dans une **opinion favorable** sur le plan d'actions **Collectivités – Solutions non standard** et confirme qu'il est conforme aux exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets. Il est à noter que les calculs des réductions des consommations d'électricité et des émissions de CO₂ seront vérifiés lors de la première vérification.

EBP, étant le Validateur, confirme qu'il est indépendant du responsable du plan d'actions.

Les informations utilisées par EBP durant la validation proviennent du requérant du plan d'actions ou de sources d'informations qui sont jugés fiables par EBP. EBP ne peut pas être tenu responsable pour la précision, l'exactitude, la complétude, l'actualité ou la pertinence des informations utilisées. Par conséquent, EBP rejette toute responsabilité pour des erreurs ainsi que ses conséquences directes ou indirectes liées aux informations soumises, les produits élaborés, les conclusions tirées ainsi que les recommandations formulées.

Zürich, 02 mai 2023



Denise Fussen



Valentina Nesa

Partie 1 : Inventaire

1. Formalités		Exact	Pas exact
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.	X	DCL 1 DCO 2
1.2	Le requérant est identifié de manière complète.	X	

2. Conditions-cadres			
2.1	Description technique du Projet ou du PA	Exact	Pas exact
2.1.1	Le ou les types de projet ne correspondent pas à un type de projet exclu.	X	
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.	X	
2.1.3	Le projet n'a pas d'effets secondaires négatifs sur le plan écologique, social ou économique.	X	
2.2	Délimitation par rapport à d'autres instruments et mesures	Exact	Pas exact
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.	X	DCL 3
2.3	Postériorité	Exact	Pas exact
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, le Projet ou Plan d'Actions a été annoncé auprès de l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre.	X	
2.3.2	Si le Projet, le Plan d'Actions ou l'Action était déjà en activité au moment de l'annonce à l'entité coordinatrice, il est démontré qu'il existe un risque avéré de cessation d'activité.	X	
2.4	Durée de Projet ou d'Actions / Période de crédit	Exact	Pas exact
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de crédit correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.	X	DCL 4

3. Détermination des effets			
3.1	Marges de fonctionnement du système et sources des effets	Exact	Pas exact
3.1.1	Les effets directs sont réalisés sur le territoire du canton de Genève.	X	
3.1.2	Tous les effets directs sont inclus.	X	
3.1.3	Les effets indirects sont bien spécifiés comme tels.	n.a.	

3.1.4	Toutes les fuites (effets interactifs) ont été identifiées.	X	
3.2	Méthodologies	Exact	Pas exact
3.2.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.	X	DCL 5
3.3	Effets attendus	Exact	Pas exact
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.	X	
3.3.2	Dans le cas du cumul des effets sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.	X	DCL 6
3.4	Comptabilisation des effets	Exact	Pas exact
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.	X	
3.4.2	Les effets qui peuvent faire l'objet de certificats négociables et ceux qui donnent droit à des aides financières sont clairement identifiés.	X	

4. Additionnalité			
4.1	Test de l'additionnalité réglementaire et légale	Exact	Pas exact
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.	X	
4.1.2	Si 4.1.1 est « Pas exact », le Projet ou Plan d'Actions accélère significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur.	n.a	
4.2	Analyse des barrières	Exact	Pas exact
4.2.1	Le Projet ou le Plan d'Actions répond à au moins l'un des trois types de barrières.	X	
4.2.2	La ou les barrières invoquées sont argumentées de façon plausible et claire.	X	
4.3	Analyse de la pratique courante	Exact	Pas exact
4.3.1	Le projet ne correspond pas à la pratique courante ou permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.	X	

5	Aides financières et répartition de leurs effets	Exact	Pas exact
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.	X	DCL 7
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.	X	DCL 7

Partie 2 : Liste des questions

DCL 1		Liquidé	x
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.		
Question Dans le chapitre C.7 « Facteurs d'influence », il est mentionné que les tarifs de l'énergie peuvent avoir un impact positif ou négatif sur le Plan d'Actions et l'additionnalité financière des Actions. Veuillez expliquer un peu plus en détail ce que cela signifie et implique.			
Réponse du requérant Des prix bas l'énergie peuvent représenter des écueils à la réalisation de certaines actions, et à contrario des prix élevés, comme nous le vivons actuellement sont des leviers à la réalisation d'actions d'efficacité énergétique. L'additionnalité financière est un levier supplémentaire lorsque les coûts de l'énergie sont élevés, et un levier parfois insuffisant si les coûts de l'énergie sont bas.			
Conclusion du validateur L'argumentation fournie est claire. Il a été demandé au requérant de l'intégrer dans la Proposition de PA. Cela a été fait correctement. DCL 1 est donc close.			

DCO 2		Liquidé	x
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.		
<p>Question</p> <p>Dans le chapitre I « Parties prenantes », les trois dernières parties ne sont pas indiquées. Veuillez compléter la liste.</p>			
<p>Réponse du requérant</p> <p>Je ne suis par certains de comprendre à quelles parties prenantes vous faites références, mais s'il s'agit d'énumérer les collectivités dans l'accompagnement, leur nombre est en constante évolution et à ce jour il s'élève à 29 communes. Idem pour les bureaux d'ingénieurs pour lesquels je ne connais pas le nombre.</p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>Le validateur considère que l'argument fourni est raisonnable et convient qu'aucun ajout n'est nécessaire au chapitre I. DCO 2 est donc close.</p>			

DCL 3		Liquidé	x
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.		
Question S'agit-il du seul PA impliquant des actions non standard ? Si ce n'est pas le cas, comment peut-on s'assurer qu'il n'y a pas de double comptage avec d'autres PA ?			
Réponse du requérant Il ne peut pas y avoir de double comptabilisation dans la mesure où chaque PA cible une typologie d'acteur. Par exemple si une collectivité réalise une action non standard sur son patrimoine administratif, aucun autre plan ne pourrait la comptabiliser du simple fait qu'ils n'ont pas connaissances de cette action. Si une action non standard est réalisée sur la patrimoine financier géré par une régie, alors cette action ne sera comptabilisée par le PA Collectivités mais par le PA Immobilier. Le périmètre de l'action va déterminer le PA qui comptabilise l'économie.			
Conclusion du validateur L'explication fournie est claire. Le fait que le périmètre de l'action va déterminer le PA qui comptabilise l'économie permet d'éviter de double comptage. DCL 3 est close.			

DCL 4		Liquidé	x
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de créditation correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.		
<p>Question</p> <p>Le chapitre F mentionne que <i>la période de créditation est celle définie pour chaque Action par le Comité</i>. Où sont spécifiées ces périodes ? Dans une méthodologie ? Ou dans quel document ? Veuillez préciser cet aspect dans la proposition de PA.</p>			
<p>Réponse du requérant</p> <p>Les durées de créditation sont définies dans l'annexe 1 du le règlement du comité. Celle est basé sur la durée de vie de l'installation.</p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>Les durées de créditation sont définies dans le règlement du comité. Lors d'un échange de courriels, la requérante a transmis au validateur le document précisant que celui-ci est nommé « Règlement de fonctionnement du comité de validation <u>éco21-PME</u> » car à ce jour ils soumettent les actions non-standards éco-Collectivités au comité éco21-PME. La raison de ceci est qu'à ce jour le nombre d'actions non-standards pour les Collectivités ne justifie pas la création d'un comité dédié uniquement aux Collectivités. Cependant, cet état de fait devrait changer à l'avenir avec le nombre croissant d'actions non-standards que ils prévoient. Les durées de créditation dépendent en tout cas de la durée de vie de l'installation et le validateur convient que le document de éco21-PME est utilisé pour le moment.</p> <p>Ce point a été clarifié et le validateur considère que la proposition de PA est suffisamment claire. Aucune modification ne doit être apportée. DCL 4 est close.</p>			

DCL 5		Liquidé	x
3.2.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.		
<p>Question</p> <p>Les listes d'actions standard et non standard du chapitre B.4 sont marquées comme non exhaustives. Ceci est OK selon le validateur. L'important est que la liste des méthodologies utilisées figurant au chapitre C.3 soit exhaustive. Veuillez confirmer que c'est bien le cas.</p>			
<p>Réponse du requérant</p> <p>J'ai ajouté la méthodologie IPMVP de telle sorte que la liste est maintenant exhaustive.</p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>La liste des méthodologies est complète. DCL 5 est donc close.</p>			

DCL 6		Liquidé	x
3.3.2	Dans le cas du cumul des effets sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.		
Question Le sujet du facteur d'actualisation est couvert dans les méthodologies respectives, correct ? Veuillez le mentionner brièvement dans la proposition de PA.			
Réponse du requérant Mention de la notion de facteur d'actualisation ajoutée sous le chapitre C.2 Facteur d'émission CO2.			
Conclusion du validateur Le sujet du facteur d'actualisation est couvert dans les méthodologies respectives. Un ajout concernant le facteur d'actualisation (but du facteur) a été fait dans la proposition. DCL 6 est close.			

DCL 7		Liquidé	x
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.		
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.		
<p>Question</p> <ul style="list-style-type: none">- Le canton accorde-t-il des subventions aux communes et villes dans les domaines couverts par le PA ? Si tel est le cas, veuillez le mentionner explicitement dans la proposition de PA.- Le chapitre H « Aspect financier du Plan d'Actions » indique que le soutien financier est de 12 ou 21 ct/kWh électricité économisé. Pourquoi cette distinction ? Qu'est-ce qui détermine le tarif utilisé ?			
<p>Réponse du requérant</p> <p>Le canton n'accorde pas de subvention pour les actions du PA.</p> <p>Les communes sont classées en petite ou grande collectivité selon que la consommation électrique annuelle est inférieur ou supérieur à 1 GWh.</p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <ul style="list-style-type: none">- Le canton n'accorde pas de subventions dans les domaines couverts par le PA. Ceci a été confirmé par le requérant et confirme les connaissances du validateur. Une phrase à cet effet a également été ajoutée dans la proposition de PA.- L'aspect de la distinction du soutien financier est maintenant clair et correctement intégré dans la Proposition de PA. <p>DCL 7 est donc close.</p>			